

Actualité/expression des groupes

Groupe des élus communistes et apparentés

Changer de politique, changer vraiment de politique

Chez les hommes et les femmes qui en ont tant besoin, le doute est grand sur la possibilité d'y parvenir. Le souvenir de la gauche décevante est vif.

Pour battre la droite et l'extrême droite, il faut que toute la gauche s'unisse.

Non seulement celle des partis politiques, mais aussi celle des associations et des gens qui n'en peuvent plus de cette politique qui les méprise et les écrase.

Il faut que la gauche rassemblée porte un programme courageux qui s'attaque vraiment aux puissants qui nous dominent et à ces politiques libérales qui ramènent tout à la seule règle du profit sous couvert de guerre économique.

À l'opposé des candidats virtuels fabriqués et portés par la machine médiatique, il y a le rassemblement, peu médiatisé, des collectifs qui rassemblent des communistes, des socialistes, des militants d'extrême gauche, des écologistes, des républicains, des militants syndicalistes, associatifs, alter-mondialistes. Depuis des mois ils ont travaillé,

dans le prolongement du NON anti-libéral, majoritaire, au projet de constitution européenne et élaboré un programme alternatif. Ce programme est un projet politique commun à des candidatures unitaires pour 2007, à partir d'objectifs de solidarité, d'égalité, de justice sociale. Il est fondé sur un nouveau type de développement équilibré et durable, le co-développement, la coopération internationale, la prise en compte des véritables interactions des activités humaines et non seulement des considérations comptables. Le candidat de tous sera choisi démocratiquement en décembre au sein de ces collectifs.

L'urgence aujourd'hui est de faire vivre, d'enrichir, de faire connaître et partager ce programme.

Il est donc urgent qu'à L'Haÿ-les-Roses, comme dans tant d'autres villes, tous ceux qui veulent construire un réel changement se rassemblent pour bâtir l'avenir ensemble.

Denis Hochstetter, Maire adjoint

Groupe des élus citoyens à L'Haÿ

Réchauffement climatique : mise en péril de l'économie mondiale

Le dérèglement climatique fait irruption dans le débat politique et sociétal français. Alors que s'est tenu à Nairobi, du 6 au 17 novembre, la 12^e conférence annuelle des Nations Unies consacrée à la question, les présidentiables font assaut de convictions écologistes. Les associations françaises ont participé, pour la première fois, à la journée internationale d'actions organisée en prélude, le 4 novembre. La sensibilisation commence à faire son effet. L'environnement et le dérèglement climatique figureront-ils en tête des débats de la campagne présidentielle ? Le rapport de Nick Stern, chef du service économique du gouvernement britannique est alarmiste. Selon lui, le PIB pourrait subir d'ici à la fin du siècle, une baisse entre 5% et 20%. Le prix à payer serait de 5 500 milliards d'euros. Le rapport, sans être défaitiste, préconise d'agir autour de 4 idées fortes : les permis d'émission pour favoriser la réduction des rejets de gaz à effet de serre, avec compensation entre pays. La coopération technique internationale

pour développer des technologies faiblement émettrices de CO₂. La lutte contre la déforestation. L'adaptation à ces changements, en particulier en aidant les pays les plus pauvres. Une doctrine commence à émerger : la croissance qui allait de soi a besoin de ressources naturelles, mais à présent, beaucoup s'accordent sur les limites écologiques à la croissance. Est-il possible de faire reculer la pauvreté sans croissance économique ? Peut-on encore parler de croissance durable ? Il est grand temps que les pays industrialisés et les pays en voie de développement arrêtent de se montrer du doigt en se rejetant mutuellement la faute. Nous partageons tous la même planète, et nous devons donc travailler tous ensemble pour faire en sorte qu'elle demeure habitable pour les générations futures.

Pour plus d'informations : Réseau action climat France (www.rac-f.org). Site de Nicolas Hulot (www.defipourlaterre.org). Site de Jean-Marc Jancovici (www.manicore.com/documentation/serre/index.html). Le récent film d'Al Gore, «La vérité qui dérange».

Groupe des élus UMP - UDF

À la Région comme à la mairie, la même recette : toujours plus d'impôts

Après l'augmentation de 24 % en 2005, le matraquage fiscal continue en 2006 +30 %. Les surenchères de chacun des groupes de la majorité (PC, PS, Verts...) plombent le budget de la première région économique de notre pays. Dans tous les domaines, les impôts sont en hausse. En deux ans : foncier bâti + 47 %, carte grise, + 60 %, petit commerce et artisanat, + 44 %, taxe professionnelle, + 70 %. Au total, 300 millions d'euros seront payés en plus par les Franciliens. C'est un record national !

Pourquoi cette explosion fiscale ? Pour financer des dépenses de fonctionnement toujours plus lourdes (+ 33 %) avec des charges liées aux locaux du Conseil régional (+41 %), à la communication (+ 12,5 %) et aux subventions versées tous azimuts souvent de manière injustifiée. Cette hausse fiscale ne répond en effet à aucune vision stratégique de la Région. Pour preuve, les crédits d'investissement dans les secteurs porteurs eux sont en baisse : apprentissage et formation - 34 %, sécurité - 20 %,

transports, - 11 %, artisanat et commerce, - 32 %.

Pour justifier cette pression fiscale inadmissible, l'exécutif socialiste et communiste met en cause la décentralisation. En vérité, l'État verse aux collectivités les sommes exactes consacrées aux compétences transférées. En Ile-de-France, le Conseil régional cherche avant tout à s'opposer au gouvernement par exemple en refusant d'attribuer des subventions aux entreprises privées qui recrutent légalement des Contrats Nouvelle Embauche.

Avec les exécutifs de gauche et d'extrême gauche, à L'Haÿ-les-Roses comme à la Région (n'oublions pas que notre maire est membre de cette coalition de gauche au Conseil régional et vice-président de la communauté d'agglomération de Val de Bièvre), les outils de gestion sont toujours les mêmes : augmentation de la fiscalité, des dépenses de fonctionnement, des recours aux emprunts, de la taxe professionnelle qui pénalise le développement économique.

Groupe des élus socialistes et apparentés

La douzième Conférence des Nations Unies sur le changement climatique s'est achevée vendredi 17 novembre 2006 à Nairobi. On peut se féliciter de voir que, sur la base d'un consensus scientifique fort, la très grande majorité des Etats, y compris dans les pays en développement, reconnaît aujourd'hui la nécessité d'une action soutenue et coordonnée pour lutter contre le changement climatique provoqué par l'activité humaine.

Mais on peut s'inquiéter de l'absence de calendrier impératif pour la conclusion de ces discussions.

L'Union européenne, jusqu'alors en pointe dans la lutte contre le changement climatique, doit reprendre l'initiative et notamment faire œuvre d'exemplarité : elle doit tenir les engagements qu'elle a acceptés à Kyoto ; elle doit accroître ses engagements à l'égard du Sud, tant à travers des financements appropriés qu'à travers les indispensables transferts de technologies propres.

La France aujourd'hui n'est pas exemplaire dans ses engagements nationaux et dans son devoir de solidarité internationale. Une véritable volonté politique doit maintenant se substituer à un «Plan Climat» sans moyen ni ambition et à des discours sans lendemain, comme nous y a habitués la droite depuis plus de quatre ans. L'urgence de la situation et la responsabilité collective demandent un engagement déterminé, des actions concrètes et non plus de simples incantations. Affirmer notre volonté de travailler à un développement durable de notre pays et de la planète doit se traduire aussi bien dans notre action internationale que nationale. Sur nos territoires, les orientations portées par les collectivités locales ont un rôle déterminant. Encore faut-il que l'État leur donne les moyens de mettre en œuvre des politiques exemplaires en s'engageant durablement à leurs côtés aussi bien sur la question des transports, de l'aménagement que de la qualité environnementale des logements.

Yannick Piau